

eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

ATTENTION AU FOSSÉ DU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION

ECO a été pris de vertige en tournant les pages du rapport du PNUE sur « l'adaptation gap » publié hier : même avec des réductions d'émissions permettant de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2° C, l'adaptation pourrait coûter aux pays en développement 150 Md\$ par an entre 2025 et 2030, et pourrait grimper jusqu'à 500 Md\$ en 2050 !

Comparez cela aux estimations de l'Initiative pour la politique climatique (CPI) de 22 à 25 Md\$ de financements publics pour l'adaptation, dont un (pathétique?) 8 Md\$ venant des pays riches. Ce n'est pas seulement que bien trop peu est investi pour sécuriser la production alimentaire, lutter contre les pénuries d'eau et protéger les citoyens contre les désastres climatiques. C'est aussi que plus longtemps ce fossé sera laissé vide, plus les pertes et les dégâts imputables au changement climatique seront importants.

ECO se demande si le dialogue ministériel de haut-niveau ne serait pas une excellente

occasion de réfléchir à ce fossé, et aux étapes nécessaires pour le combler. Clairement, l'appel des pays en développement pour une feuille de route qui montrera comment les pays riches tiendront leur promesse d'un soutien de 100 Md\$ en 2020 est un premier pas. Cela permettrait une prédictibilité et une transparence largement nécessaires, notamment pour les pays en développement particulièrement vulnérables, en vue d'accroître le niveau d'urgence à agir.

5 ans après la promesse de 100 Md\$ faite à Copenhague, les pays en développement n'ont toujours aucune idée des niveaux de financements auxquels ils peuvent s'attendre en 2020, ou de quels instruments et canaux seront utilisés. ECO pense que cela n'aide ni l'avancée du processus, ni les communautés affectées sur le terrain.

Peut-être le Fonds vert pour le climat aiderait-il ? S'il arrive à atteindre ne serait-ce que la partie basse de la fourchette non-officielle de 10-15 Md\$ pour les demandes initiales il

y aurait alors, a minima, 1,25 Md\$ réservés pour l'adaptation. Vous entendez l'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, l'Islande, le Portugal et la Grèce ?

ECO donne son aval aux pays avec des engagements ambitieux comme la Suède, et le total actuel des engagements est une base solide pour démarrer. Cependant, d'après ce qu'on entend dans les couloirs, ECO a l'impression que les pays en développement espèrent désespérément atteindre les 10 Md\$.

ECO se demande quelle pourra être la raison de cette différence. ECO espère que ce ne sera pas parce que des pays riches essayeront par tous les moyens de faire en sorte que les Fonds vert pour le climat atteigne la barre des 10 Md\$, uniquement pour détourner les demandes de s'occuper des demandes de financement bien plus importantes qui restent derrière. ECO suggère aux délégués de faire les deux : reconnaître les demandes puis accepter, ici à Lima, de se mettre en route pour un montant de 100 Md\$ en 2020.

Pas de charbon dans le Fonds vert

ECO est troublé par les récentes révélations sur des financements bilatéraux dirigés vers des centrales électriques au charbon qui auraient été comptabilisés sous les engagements financiers climat au titre des financements précoces.

ECO est tout aussi préoccupé par le fait que le Board du Fonds Vert n'ait pas explicitement rejeté la possibilité que le Fonds Vert puisse financer des projets basés sur des énergies fossiles. Il semble tout à fait évident que quelque chose nommé « fonds vert » ne devrait pas soutenir le développement

de centrales électriques au charbon, mais l'expérience sur les financements précoces nous enseigne que des règles très strictes sont requises.

En mai, plus de 250 mouvements et organisations de pays en développement –représentant les populations durement impactées par les changements climatiques– ont écrit une lettre au Board du Fonds Vert. Elle était également soutenue par 80 ONGs du Nord. Ladite lettre demandait au Board de clairement poser le principe que les financements du Fonds Vert ne seraient pas

dirigés, directement ou indirectement, pour financer des projets ou programmes sur les énergies fossiles.

ECO demande à la COP d'exiger du Board du Fonds Vert l'adoption d'une liste d'exclusion qui éviterait que l'argent du Fonds soutienne les énergies fossiles. Le mandat du Fonds Vert qui est d'accompagner un « changement de paradigme » serait totalement incompatible avec un soutien à notre addiction mondiale aux combustibles fossiles...

HIGH FIVE

Pour une période d'engagement de 5 ans

Eco est ravi d'annoncer que le texte « draft » de l'ADP contient l'option proposée dans l'amendement 9, qui « décide que tous les pays devront annoncer leurs contributions nationales pour 2025 ». C'est exactement ce qu'Eco a demandé, et les îles Marshall ont reçu le « rayon du jour » hier pour avoir soutenu cette demande. Eco espère que tous les pays vont désormais soutenir cette idée et communiquer une contribution pour 2025.

Le groupe AILAC a aussi proposé la date de 2025, mais avec une proposition 2030 indicative, comme le souhaitait le Brésil. Eco soutient fortement la période de 5 ans

et la date de 2025, et émet des inquiétudes quant au fait que les engagements pourraient être verrouillés pendant 16 ans à partir de l'an prochain (dans le cas de l'année 2030). On craint cependant qu'une fois que les engagements seront pris, même indicatifs, ils soient intégrés comme les objectifs de facto sans possibilité d'amélioration.

L'objectif de 2°C, par exemple, était une proposition de l'UE accompagnant le Protocole de Kyoto, basé sur le deuxième rapport du GIEC. Même si la science a évolué, l'UE n'a pas changé de position depuis 20 ans. Ce qui montre qu'une fois qu'un chiffre est sur la table, il est dur

de le changer. Il faudra éviter ce blocage politique et psychologique.



TYPHOON HAGUPIT

UN APPEL AU SOUTIEN INTERNATIONAL POUR LES PERTES ET DOMMAGES

Imaginez un pays frappé par trois des tempêtes les plus meurtrières du monde sur les trois dernières années et qui est sur le point de subir un autre typhon. Non ce n'est pas le dernier blockbuster hollywoodien. Malheureusement ce n'est pas de la fiction.

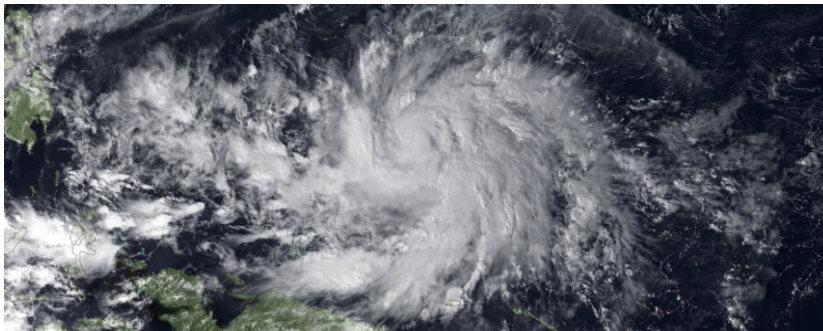
Le typhon Hagupit fonce sur les Philippines – se fracassant dans la province de Samar qui fut dévastée par le typhon Haiyan (Yolanda) il y a seulement un an. En 2012 le typhon Bopha a frappé l'île de Mindanao (Philippine) et, en 2011, la tempête tropicale Washi a tué plus d'un millier de personnes et provoqué des inondations massives.

Les Philippines ont subi les tempêtes les plus meurtrières du monde de ces trois dernières années. Nous espérons et prions que Hagupit ne rentrera pas dans cette catégorie de la terreur. Mais ces violentes tempêtes et autres formes de pertes et dommages, seront plus fréquentes au fur et à mesure de l'aggravation du changement climatique.

Les délégués à Lima devront faire face à une tempête politique dévastatrice s'ils ne proposent pas une réponse adaptée

aux habitants des Philippines, et aux autres personnes vulnérables confrontées aux pires impacts du changement climatique, et s'ils ne font pas de progrès sur l'opérationnalisation du mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages.

Nous espérons que leur soutien pour les habitants des Philippines et pour les autres pays vulnérables ira au-delà de l'envoi de colis alimentaires et militaires, et supportera plutôt le mécanisme de Varsovie pour résoudre le problème de façon systématique.



Les pays développés seraient en faillite morale s'ils venaient à renégocier les fondements du mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages et à rejeter les éléments de financement et de soutiens convenus par les Parties au cours des deux dernières CdP. ECO espère que les

parties pourront voir l'avantage qu'il y a à s'entendre sur un programme de travail substantiel pour 2015 - plutôt que de faire durer les négociations sur le programme lui-même jusqu'à la CdP de Paris en 2015

Deux éléments importants - une prise en compte suffisante pour les pays vulnérables, et une structure dédiée associée à une facilité financière et technique pour le mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages – sont dans la balance dans le texte actuel SBSTA / SBI.

ECO est conscient que les États-Unis, l'Australie, le Japon et la Pologne se sont auparavant opposés à ces éléments fondamentaux du mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages.

LE TEMPS EST VENU D'UNE REVUE DE L'ÉQUITÉ BASÉE SUR LA SCIENCE

La décision ADP sur les INDCs sera le principal résultat de Lima. Si les Parties s'accordent sur un périmètre solide d'informations et des mécanismes de révision ayant réellement du sens, alors nous serons sur la voie du succès pour Paris. Mais si les Parties ne reçoivent pas les outils et orientations dont elles ont besoin pour définir des engagements robustes, transparents et équitables, nous serons alors sur une voie tout à fait différente. Eco ne préfère même pas penser à la destination finale...

Nous avons besoin d'INDCs basées sur les 3 principes fondamentaux de la Convention :

ADEQUATION : les INDCs devront être précises et exprimées en un objectif chiffré et ambitieux de nombre de tonnes réduites. Si cette information de base n'était pas disponible, il deviendrait pratiquement impossible de faire la moindre évaluation des INDCs. Ceci incluant l'évaluation de notre chemin collectif qui permettrait de limiter la hausse des températures en dessous de 2°C.

Responsabilité différenciée + capacités respectives : les INDCs doivent atteindre un niveau d'effort correspondant, même grossièrement, à la « part équitable » de chaque pays. Cette « part équitable » doit

être vue à la lumière de la responsabilité différenciée et des capacités différenciées, et chaque pays devrait expliquer dans ces termes pourquoi il considère que son INDC respecte les obligations de l'article 3 de la Convention.

Accès équitable au développement durable : Chaque INDC doit, de façon similaire, être conçu de manière à penser le futur dans lequel le droit à un développement durable deviendra réel. Pas seulement un futur dans lequel les pays pourront sortir les populations de la pauvreté, mais aussi en permettant à leurs citoyens d'atteindre des standards de vie qui pourront être applicables à tous de façon durable (article 3.4).

Ces principes forts et consistants peuvent soutenir un traité également fort et consistant qui sera capable de relever les défis. A cette fin, la transparence est elle aussi particulièrement importante.

Plusieurs parties ont mentionné hier dans les discussions ADP le besoin d'inclure l'équité dans les Upfront Information Requirements (UIRs). ECO croit que les trois principes fondamentaux de l'équité doivent être explicitement inclus dans les UIRs, de façon à ce que les Parties

s'appuient sur eux pour la préparation de leurs INDCs. Les Parties qui présenteront des INDCs conformes à ces principes n'auront rien à craindre lorsque les autres Parties et Observateurs partout dans le monde examineront leurs contributions au regard de son niveau d'adéquation et d'équité – car ils le feront.

Contrairement aux changements climatiques, il n'y a rien à craindre de la transition à venir vers des énergies propres. Nous avons entendu dans le Dialogue structuré des experts que, selon l'IEA, 80% de l'atténuation nécessaire avant 2020, si nous souhaitons rester sur une trajectoire d'un futur à +2°C, peut être atteinte sans coût supplémentaire.

Mais cela suppose d'être assez courageux pour lancer immédiatement un mouvement mondial pour accroître rapidement l'efficacité énergétique, supprimer les subventions aux énergies fossiles et renforcer les standards du gaz et du charbon.

Pour les 20% restants, ainsi que tous les autres coûts (à la fois sur le volet adaptation et atténuation), il va nous falloir les supporter de façon équitable. Ainsi, il nous faudra être capable de nous évaluer pour s'assurer que c'est bien le cas.

Il est temps d'arrêter les subventions aux énergies fossiles

Avez-vous déjà essayé de vous extraire d'un trou avec une seule main tout en continuant à le creuser avec une pelle géante de l'autre ? ECO vous fait une révélation : ça ne marche pas.

Pendant que les demandes du Fonds vert finissent enfin par approcher des 10 M\$ de financement initial, une nouvelle analyse publiée aujourd'hui les éclaire d'une lumière nouvelle. Il s'avère que les pays de l'Annexe II dépensent presque trois fois plus pour l'exploration de nouvelles réserves pétrolières, avec un montant total de 26,6 M\$ annuels pour ces activités.

Vous avez bien lu. Alors que les scientifiques, rapport après rapport, n'arrêtent pas de nous avertir qu'il y a déjà cinq fois plus de réserves fossiles que nous ne pouvons brûler, les pays riches dépensent des milliards pour faire en sorte que ces réserves grandissent encore... et rendre la bulle du carbone encore plus grosse.

Le soutien public aux énergies fossiles non seulement va à l'encontre de la science climatique, c'est aussi un gâchis d'argent public qui pourrait nous empêcher de sortir du fossé climatique. Il est largement temps

que les pays stoppent le financement des énergies fossiles, et un point de départ évident serait d'arrêter d'approfondir le fossé en finançant l'exploration de nouvelles réserves.

IMPASSE SUR LES MESURES DE SAUVEGARDES DU REDD

La société civile, les peuples indigènes, les bailleurs et le secteur privé se sont tous accordés sur le fait qu'il était nécessaire d'avoir plus d'orientations sur les mesures de sauvegarde. Et la plupart des soumissions des Parties ont recommandé plus d'orientation sur les informations à fournir (c'est-à-dire le rapportage) sur comment les mesures de sauvegarde sont « adressées et respectées » pour s'assurer qu'elles soient « transparentes, consistantes, exhaustives et effectives ». Pourtant les Parties ont échoué à arriver à un accord dans ce qui était très largement une opposition entre pays développés et pays en développement.

Le G77 et la Chine se sont alliés pour s'opposer à une quelconque décision sur les mesures de sauvegarde. La coprésidence a valeureusement tenté d'arriver à un consensus sur le développement d'« éléments indicatifs » pour les résumés d'information (rapports des mesures de sauvegarde) au SBSTA 44 en 2016, mais a été incapable de combler les divisions. L'échec ici à Lima est très décevant.

L'impasse du REDD dans le SBSTA signifie qu'il est difficile de savoir si le REDD+ arrivera à préserver les droits des peuples indigènes et des communautés locales, ou à protéger la biodiversité et les forêts naturelles. Cela accroît les risques, et signifie qu'il deviendra encore plus difficile d'obtenir des fonds pour la protection des forêts. Nous disons PAS DE DROITS, PAS DE REDD.

Les premiers acteurs du REDD+ sont déjà en train de d'établir leurs résumés des mesures de protection mais, sans aucune orientation sur ce qu'il faut inclure, ils déplacent le fardeau sur la société civile pour remplir les vides. Nous sommes préparés à faire cela, mais nous ne devrions pas avoir à le faire. Nous continuerons ainsi à nous battre pour plus de clarifications de la part de la CCNUCC sur les mesures de protection. ECO ne souhaite pas que REDD+ échoue, et les mesures de sauvegarde sont critiques pour assurer son succès à long terme.

L'autre article figurant à l'agenda du SBSTA proposé par la Bolivie est important

pour lier adaptation et atténuation, avec une vision systémique des forêts. Cela mérite une attention approfondie.

ECO espère, et travaille pour, des progrès pour débloquer l'impasse dans laquelle se trouve REDD.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Antoine Bonduelle, Simon Coquillaud, Vanessa Laubin, Nathanaël Merabli, Stéphane Pouffary, et Gwenael Wasse.

We C.A.N Party !

CAN PARTY & GLOBAL RELEASE FOR THE ALBUM HOME

CELEBRATING THE CLIMATE ALBUM HOME
A SOUNDTRACK FOR THE GLOBAL CLIMATE MOVEMENT

HOSTED BY HOME EXECUTIVE PRODUCER
& 5 TIME GRAMMY WINNER
MALIK YUSEF

AT AURA LARCOMAR
CALLE JOSÉ GONZÁLES 516
(ALTURA DE LA CUADRA 11 DE LA AV. LARCO)
LARCOMAR, MIRAFLORES LIMA, PERU

SATURDAY, DECEMBER 6 - 21:00 - LATE
PRESENTED FOR THE UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE LIMA COP 20 | CMP 10

DON'T FORGET YOUR CONFERENCE BADGE! REQUIRED FOR ENTRY.
HOME IS AVAILABLE FOR DOWNLOAD AT ITUNES.COM/HOME AND IS BROUGHT TO YOU BY HIP HOP CAUCUS, IN PARTNERSHIP WITH THE PRIVATE PLANE.